25. OCT
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 juillet 1979, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant certains articles du Code judiciaire en ce qui concerne les conditions de nomination des membres de l'ordre judiciaire", a donné le 10 septembre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 31e juli 1979 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van sommige artikelen van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de benoemingsvoorwaarden voor leden van de rechterlijke orde", heeft de 10e september 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. En ce qui concerne les certificats d'études exigés des candidats, la terminologie du projet n'est pas adaptée à celle de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, ainsi que de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. Selon l'article 23, 1° et 4°, et l'article 44, 1° et 4°, de ce dernier arrêté, les titres de capacité délivrés aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la troisième ou la sixième année sont respectivement dénommés : "le certificat d'enseignement secondaire inférieur" et "le certificat d'enseignement secondaire supérieur", dans l'enseignement secondaire de type I, aussi bien que dans l'enseignement secondaire de type II.

II. Il ressort des explications fournies par le délégué du Ministre, que lorsque le projet utilise le terme de "tribunal", ce terme comprend, dans l'intention du Gouvernement, non seulement les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce, mais aussi les justices de paix et les tribunaux de police.

Cette acception large va à l'encontre de l'interprétation qui avait été donnée au même terme, dans l'article 267, § 1er, 2°, du Code judiciaire, par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 18.316 du 17 juin 1977, en cause Castiaux. Il est évidemment loisible au Gouvernement de proposer au Parlement de se rallier à l'interprétation large du terme de "tribunal" mais il convient, dans ce cas, que la terminologie utilisée soit suffisamment précise pour lever tout doute quant à la portée de ce terme. Le texte proposé ci-après tient compte de cette intention.

.../...

Le Conseil d'Etat se doit cependant d'attirer l'attention du Gouvernement sur le fait que la formule "juridictions de l'ordre judiciaire" qu'il propose, comprend les juridictions militaires.

\+

\+ +

Compte tenu de ces observations et de quelques améliorations d'ordre légistique, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement.

"Article ler.-

A l'article 263 du Code judiciaire, modifié par la loi du 15 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe ler, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an au greffe d'une juridiction de l'ordre judiciaire, soit avoir exercé pendant dix ans au greffe d'une telle juridiction les fonctions de greffier, de commis-greffier, de rédacteur ou d'employé à condition, dans ces deux derniers cas, de posséder le certificat de candidat-greffier".

2° le paragraphe 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an au greffe d'une juridiction de l'ordre judiciaire, soit, possédant le certificat de candidat-greffier, avoir exercé les fonctions de commis-greffier, de rédacteur ou d'employé, pendant cinq ans, au greffe d'une telle juridiction".

.../...

3° le paragraphe 3, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, être licencié en droit, soit, posséder le certificat de candidat-greffier".

Article 2.-

L'article 264, alinéa 1er, 2°, du même code est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, avoir exercé, pendant dix ans, les fonctions de greffier ou de commis-greffier dans une juridiction de l'ordre judiciaire, soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an au greffe d'une telle juridiction".

Article 3.-

A l'article 265 du même code sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an au greffe d'une juridiction de l'ordre judiciaire, soit possédant le certificat de candidat-greffier, avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de commis-greffier, rédacteur ou employé au greffe d'une telle juridiction".

2° le paragraphe 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit être licencié en droit, soit posséder le certificat de candidat-greffier".

.../...

Article 4.-

L'article 266, alinéa 1er, 2°, du même code, modifié par la loi du 7 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un au greffe d'une juridiction de l'ordre judiciaire, soit avoir exercé les fonctions de greffier d'une cour d'appel ou d'une cour du travail pendant cinq ans, soit être greffier en chef d'un tribunal de première instance, d'un tribunal du travail ou d'un tribunal de commerce".

Article 5.-

A l'article 267 du même code sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de greffier dans une juridiction de l'ordre judiciaire ou de commis-greffier dans une cour, soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an au greffe d'une telle juridiction".

2° le paragraphe 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit être licencié en droit, soit posséder le certificat de candidat-greffier".

.../...

Article 6.-

L'article 268, alinéa 1er, 2° et 3°, du même code est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an dans une cour, soit avoir exercé les fonctions de greffier à la Cour de cassation pendant cinq ans, soit être greffier en chef d'une cour d'appel ou d'une cour du travail".

Article 7.-

A l'article 269 du même code sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage pendant un an au greffe d'une cour, soit avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de greffier ou de commis-greffier dans une cour ou celles d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation".

2° le paragraphe 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit être licencié en droit, soit posséder le certificat de candidat-greffier".

Article 8.-

L'article 269bis du même code, inséré par la loi du 11 décembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 269bis. Le certificat prévu à l'article 286, alinéa 2, n'est pas requis pour les candidats qui ont exercé les fonctions d'employé au greffe d'une juridiction de l'ordre judiciaire pendant cinq ans, et qui ont réussi l'examen de maturité organisé par le Roi et permettant d'être nommé rédacteur dans un greffe".

.../...

Article 9.-

A l'article 270, alinéa 1er, 2°, et à l'article 282, alinéa 1er, 2°, et à l'article 283, alinéa 1er, 2°, du même code, modifiés par la loi du 20 juillet 1977, les mots "être porteur du certificat d'études moyennes du degré supérieur ou d'études déclarées équivalentes par le Roi ou" sont supprimés.

Article 10.-

A l'article 271, alinéa 1er, 2°, et à l'article 283, alinéa 1er, 2°, du même code, modifiés par la loi du 20 juillet 1977, les mots "certificat d'études moyennes du degré inférieur ou" sont remplacés par les mots "certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré après que la troisième année a été terminée avec fruit ou d'un certificat".

Article 11.-

A l'article 274 du même code sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit avoir exercé pendant dix ans les fonctions de secrétaire adjoint ou de commis-secrétaire dans un parquet, soit, étant licencié en droit, avoir fait pendant un an un stage dans un parquet".

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le stage est organisé par le Roi".

.../...

Article 12.-

L'article 275, 2°, du même code, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage d'un an dans un parquet, soit posséder le certificat de candidat-secrétaire et avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de commis-secrétaire, de traducteur, de rédacteur ou d'employé dans un parquet".

Article 13.-

A l'article 276 du même code sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage d'un an dans un parquet, soit avoir pendant cinq ans exercé les fonctions de secrétaire adjoint au parquet d'une cour d'appel ou d'une cour du travail, soit être secrétaire au parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail".

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le stage est organisé par le Roi".

Article 14.-

A l'article 277 du même code sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage d'un an dans un parquet, soit avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, ou de commis-secrétaire au parquet d'une cour".

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le stage est organisé par le Roi".

Article 15.-

A l'article 278 du même code, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage d'un an au parquet d'une cour, soit avoir exercé les fonctions de secrétaire adjoint au parquet de la Cour de cassation pendant cinq ans, soit être secrétaire au parquet d'une cour d'appel ou d'une cour du travail".

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le stage est organisé par le Roi".

Article 16.-

A l'article 279 du même code, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"2° soit, étant licencié en droit, avoir fait un stage d'un an au parquet d'une cour, soit avoir exercé pendant cinq ans les fonctions de secrétaire adjoint ou de commis-secrétaire au parquet d'une cour, ou celles d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation".

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le stage est organisé par le Roi".

Article 17.-

L'article 280, alinéa 1er, 2°, du même code, est remplacé par la disposition suivante :

"2° soit être licencié en droit, soit posséder le certificat de candidat secrétaire".

Article 18.-

A l'article 281 du même code, modifié par la loi du 1er février 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° a. au paragraphe 1er, le 2° est supprimé;

b. au 3°, les mots "d'études moyennes du degré supérieur" sont remplacés par les mots "d'enseignement secondaire supérieur";

c. le 3° et le 4° deviennent respectivement le 2° et le 3°.

2° au paragraphe 2, deux fois, les mots "d'études moyennes du degré supérieur" sont remplacés par les mots "d'enseignement secondaire supérieur".

.../...

Article 19.-

L'article 284bis du même code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 284bis. Le certificat prévu à l'article 286, alinéa 2, n'est pas requis pour les candidats qui ont exercé les fonctions d'employé dans un parquet pendant cinq ans, et qui ont réussi l'examen de maturité organisé par le Roi et permettant d'être nommé rédacteur dans un parquet".

Article 20.-

L'article 286 du même code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Pour pouvoir être nommé aux fonctions et emplois prévus par les chapitres VI, VII, VIII du présent titre, sauf les dérogations qui y sont prévues, les candidats doivent posséder le certificat d'enseignement secondaire supérieur ou un des titres assimilés prévus par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, ou un certificat d'études déclarées équivalentes par le Roi".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De terminologie van het ontwerp is, wat de van gegadigden vereiste getuigschriften van genoten onderwijs betreft, niet aangepast aan die van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs noch aan die van het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs. Volgens artikel 23, 1° en 4°, en artikel 44, 1° en 4°, van dit laatste besluit zijn de bekwaamheidsgetuigschriften die worden uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die met vrucht het derde leerjaar of het zesde leerjaar hebben beëindigd, onderscheidenlijk : "het getuigschrift van lager secundair onderwijs" en "het getuigschrift van hoger secundair onderwijs", zowel in het secundair onderwijs van het type I als in het secundair onderwijs van het type II.

II. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, verstaat de Regering onder "rechtbank" in het ontwerp niet alleen de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel, maar ook de vredegerechten en de politierechtbanken.

Dat is een betekenisverruiming ten aanzien van de interpretatie welke de Raad van State aan de term, zoals die in artikel 267, § 1, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt gebruikt, heeft gegeven in zijn arrest nr 18.316 van 17 juni 1977, in zake Castiaux. Het staat de Regering weliswaar vrij aan het Parlement voor te stellen het bij de ruime interpretatie van de term "rechtbank" te houden, maar dan moet de gebezigde terminologie wel zo nauwkeurig zijn dat omtrent de betekenis geen twijfel kan bestaan. De hierna voorgestelde tekst bedoelt aan die eis tegemoet te komen.

De Raad moge echter onder de aandacht brengen dat de door hem voorgestelde formule "gerechten van de rechterlijke orde" ook de militaire gerechten omvat.

+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen en van enkele wetgevingstechnische verbeteringen stelt de Raad de volgende tekst voor, waarmee de gemachtigde van de Regering zijn instemming heeft betuigd.

"Artikel 1.-

In artikel 263 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een gerecht van de rechterlijke orde, hetzij tien jaar op de griffie van een zodanig gerecht het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller of beambte hebben uitgeoefend, met dien verstande dat men in de twee laatstgenoemde gevallen houder moet zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier".

2° paragraaf 2, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een gerecht van de rechterlijke orde, hetzij als houder van het getuigschrift van kandidaat-griffier vijf jaar op de griffie van een zodanig

gerecht het ambt van klerk-griffier, opsteller of beambte hebben uitgeoefend".

3° paragraaf 3, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij licentiaat in de rechten zijn, hetzij houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier".

Artikel 2.-

Artikel 264, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij tien jaar bij een gerecht van de rechterlijke orde het ambt van griffier of klerk-griffier hebben uitgeoefend, hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een zodanig gerecht".

Artikel 3.-

In artikel 265 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een gerecht van de rechterlijke orde, hetzij als houder van het getuigschrift van kandidaat-griffier vijf jaar op de griffie van een zodanig gerecht het ambt van klerk-griffier, opsteller of beambte hebben uitgeoefend".

.../...

2° paragraaf 2, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij licentiaat in de rechten zijn, hetzij houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier".

Artikel 4.-

Artikel 266, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 maart 1977, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een gerecht van de rechterlijke orde, hetzij vijf jaar het ambt van griffier bij een hof van beroep of bij een arbeidshof hebben uitgeoefend, hetzij hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank of een rechtbank van koophandel zijn".

Artikel 5.-

In artikel 267 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij vijf jaar het ambt van griffier bij een gerecht van de rechterlijke orde of het ambt van klerk-griffier bij een hof hebben uitgeoefend, hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een zodanig gerecht".

.../...

2° paragraaf 2, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij licentiaat in de rechten zijn, hetzij houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier".

Artikel 6.-

Artikel 268, eerste lid, 2° en 3°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt bij een hof, hetzij vijf jaar het ambt van griffier bij het Hof van Cassatie hebben uitgeoefend, hetzij hoofdgriffier van een hof van beroep of van een arbeidshof zijn".

Artikel 7.-

In artikel 269 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op de griffie van een hof, hetzij vijf jaar het ambt van griffier of klerk-griffier bij een hof of van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie hebben uitgeoefend".

2° paragraaf 2, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij licentiaat in de rechten zijn, hetzij houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier".

Artikel 8.-

Artikel 269bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 december 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 269bis. Het getuigschrift bedoeld in artikel 286, tweede lid, is niet vereist voor de kandidaten die vijf jaar het ambt van beambte bij de griffie van een gerecht van de rechterlijke orde hebben uitgeoefend en geslaagd zijn voor het door de Koning georganiseerde maturiteitsexamen voor opsteller bij een griffie".

Artikel 9.-

In artikel 270, eerste lid, 2°, en in artikel 282, eerste lid, 2°, en in artikel 283, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1977, vervallen de woorden "houder zijn van een getuigschrift van hoger middelbaar of door de Koning gelijkwaardig verklaard onderwijs of".

Artikel 10.-

In artikel 271, eerste lid, 2°, en in artikel 283, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1977, worden de woorden "getuigschrift van lager middelbaar of" vervangen door de woorden "getuigschrift van lager secundair onderwijs uitgereikt nadat het derde leerjaar met vrucht is beëindigd of".

.../...

Artikel 11.-

In artikel 274 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 2° wordt door de volgende vervangen :

"2° hetzij tien jaar het ambt van adjunct-secretaris of klerk-secretaris bij een parket hebben uitgeoefend, hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage op een parket hebben doorgemaakt".

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Koning regelt de stage".

Artikel 12.-

Artikel 275, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage op een parket hebben doorgemaakt, hetzij houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en vijf jaar het ambt van klerk-secretaris, vertaler, opsteller of beambte bij een parket hebben uitgeoefend".

Artikel 13.-

In artikel 276 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 2° wordt door de volgende vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op een parket, hetzij vijf jaar het ambt van adjunct-secretaris bij het parket van een hof van beroep of van een arbeidshof hebben uitgeoefend, hetzij secretaris bij het parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur zijn".

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Koning regelt de stage".

Artikel 14.-

In artikel 277 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 2° wordt door de volgende vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op een parket, hetzij vijf jaar het ambt van adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, of van klerk-secretaris bij het parket van een hof hebben uitgeoefend".

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Koning regelt de stage".

Artikel 15.-

In artikel 278 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 2° wordt door de volgende vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op het parket van een hof, hetzij vijf jaar het ambt van adjunct-secretaris bij het parket van het Hof van Cassatie hebben uitgeoefend, hetzij secretaris bij het parket van een hof van beroep of van een arbeidshof zijn".

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Koning regelt de stage".

Artikel 16.-

In artikel 279 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 2° wordt door de volgende vervangen :

"2° hetzij als licentiaat in de rechten een jaar stage hebben doorgemaakt op het parket van een hof, hetzij vijf jaar het ambt van adjunct-secretaris of klerk-secretaris bij het parket van een hof, of van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie hebben uitgeoefend".

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Koning regelt de stage".

.../...

Artikel 17.-

Artikel 280, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° hetzij licentiaat in de rechten zijn, hetzij houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris".

Artikel 18.-

In artikel 281 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 februari 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° a. in paragraaf 1 vervalt 2°;

b. in 3° wordt het woord "middelbaar" vervangen door "secundair".

c. 3° en 4° worden onderscheidenlijk vervangen door 2° en 3°.

2° in paragraaf 2 wordt, tweemaal, het woord "middelbaar" vervangen door "secundair".

Artikel 19.-

Artikel 284 bis van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 284 bis. Het getuigschrift bedoeld in artikel 286, tweede lid, is niet vereist voor de kandidaten die vijf jaar het ambt van beambte bij een parket hebben uitgeoefend en geslaagd zijn voor het door de Koning georganiseerde maturiteitsexamen voor opsteller bij een parket".

Artikel 20.-

Artikel 286 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Om te worden benoemd in de ambten en bedieningen die in de hoofdstukken VI, VII en VIII van deze titel zijn bepaald, moet men, behoudens de aldaar bepaalde afwijkingen, houder zijn van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van een der daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, of van een getuigschrift van door de Koning gelijkwaardig verklaard onderwijs".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,

Cl. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.